

## Défaillance de l'État UMP !

**Tout** le monde l'a maintenant bien compris, l'état UMP a décidé de donner encore plus aux riches en déclarant, cette fois-ci, la guerre aux plus démunis, quitte à ce que certains crèvent dehors. Pour ce faire, l'état tarde à régler la note des trois millions dus à l'ARS pour l'hébergement d'urgence en 2010. Nos dirigeants, épaulés par l'armada d'élus UMP locaux, manoeuvrent dans tous les sens pour récupérer le trésor de guerre de l'ARS.

A ce jour, l'employeur affirme avoir des garanties de financement, mais il manquerait encore un peu plus d'un million d'euros. De plus, l'ARS exige également de l'État une position claire et chiffrée pour 2011 : sans résultat pour le moment. Cependant, les cadres affirment haut et fort qu'il va falloir dégonfler le dispositif et donc réduire les capacités d'accueil et le personnel qui va avec. Sans réponse sur ces demandes, l'ARS maintient le gel des postes sur le pôle urgence : pas de SAMU Social, pas d'hébergement d'urgence, pas de poste 115 et dénonciation des conventions avec les hôtels et les résidences sociales (360 personnes au total, à qui l'ARS a demandé, par un simple courrier, de quitter les lieux). Pendant ce temps, les administrateurs, en priorisant les intérêts de l'association, desservent ceux des usagers et leurs droits fondamentaux, quitte à mettre en péril la survie des plus fragiles. Qu'importe, ce qui compte pour eux, ce sont les comptes !

Comme toujours, aucune position militante n'est prise, aucune

## UN JOUR, LE RÉVEIL...



participation aux manifestations, aucune critique des administrateurs envers leur famille politique, pourtant responsable de la situation et enfin aucun soutien aux initiatives des syndicats et des salariés (sauf du bout des lèvres de la part du Président de l'association). Pour nous, cette situation est insatisfaisante et nous ne l'accepterons pas !

SUD-ARS invite donc les salariéEs concernéEs à informer et aider les usagers à monter des dossiers DAHO. C'est un levier qu'il faut absolument actionner mais cela ne suffira pas. Nous décidons de poursuivre la lutte et de continuer à mener des actions en lien avec le collectif nancéien "Urgence pour les sans-abri".

pour les sans-abri", environ 150 personnes, salariéEs des différentes associations, militantEs et citoyenNEs se sont mobiliséEs devant la toute fraîche DDCCS. Nous avons d'ailleurs tous pu apprécier l'accueil par un cordon de CRS robocopisés et lobotomisés. Le ton était tout de suite donné ! Après une discussion stérile avec le directeur de la DDCCS, la délégation est repartie une main devant, une main derrière : pas d'argent... Le lundi suivant, c'était au tour de la préfecture: le sous-préfet Bernardo (sourd mais pas muet celui-là), en bon petit soldat du gouvernement UMP, a balancé ses petites phrases publicitaires du style "*Faudra dorénavant faire plus avec moins*"...

Le 22 octobre, on a pris les mêmes et on a recommencé. Rejoint par deux fédérations d'employeurs (FNARS et URIOPSS) et les usagers, un grand pique-nique était organisé place Maginot, rassemblant environ 250 personnes.

Distribution de tracts, conférence de presse, ravalement de façade de la DDCCS et du PAU, la mobilisation continue mais avec un grand absent : l'Élite de l'ARS (mise à part trois cadres intermédiaires ... le vide sidéral). Alors que la grande majorité des salariés battent le pavé, où sont-ils donc passés ? Nous avons bien remarqué trois administrateurs passant "par hasard" dans la manifestation, dont certains ont même dit qu'ils n'étaient pas au courant de ce rassemblement...

Alors que tout le monde se mobilise, usagers, patrons, salariéEs, organisations syndicales, politiques et caritatives et citoyenNEs, les hautes sphères de l'ARS préfèrent toujours jouer la carte (UMP) politique qui, cette fois-ci, se grippe. Le sésame rouge et bleu avec le petit arbre au milieu, n'ouvre plus toutes les portes et ils se dévorent entre eux !

**Rendez-vous le mardi 16 novembre à 17h00, rue de Serre, pour un rassemblement et les mercredi 17, jeudi 18 et vendredi 19 novembre à 12h00, place Stanislas, pour une distribution de tracts.**

**La suite pour nous, c'est dans l'action et dans la rue !**

## DANS LA CHAUSSURE

n°19 – novembre 2010

Assemblée générale sur les suppressions de postes le jeudi 18 novembre, entre midi, au 35 bd d'Austrasie.

## Les mobilisations

Le 7 octobre dernier, à l'appel de l'intersyndicale (SUD-ARS, SUD-Regain 54, CFDT Regain 54, FO Grand sauvoy et CGT-ARS) et du collectif "Urgence

## Les 3 patates

Il existe une autre façon de voir le "problème ARS". Certes l'État ferme les vannes financières et 2011 s'annonce pire que 2010 pour l'urgence. Dans ce contexte, l'ARS revendique les trois millions que lui devrait l'État au titre de l'exercice 2010. Mais d'où viennent ces 3 millions que l'ARS, association à but non lucratif, a pu avancer à l'État ? Elle est financée par des deniers publics pour mener des actions de service public par délégation. Elle reçoit donc une certaine somme pour mener ces actions. Le trésor de l'ARS qui constitue sa trésorerie (plusieurs millions d'euros) sont des fonds qui n'ont donc pas été dépensés, sur le dos des conditions de travail des salariéEs (comme les nombreux non-remplacements) et de la qualité de prise en charge des usagers. L'État ne serait-il pas en droit de dire : on vous a filé ce fric pour des missions précises, vous ne l'avez visiblement pas totalement dépensé, alors utilisez-le pour finir l'exercice 2010. C'est quand même les élus du peuple qui décident de l'utilisation des fonds publics et pas les administrateurs de l'ARS. Le résultat de cet épisode est que l'ARS utilise les populations (moins d'hébergement, fin des conventions hôtelières, etc.) et met à mal les conditions de travail des salariéEs (comme les actuels gels de poste). Mais finalement, le fond du problème n'est pas le matelas de l'ARS qu'il faut ou non récupérer, c'est le désengagement de l'État pour 2011 sur l'urgence qui va avoir pour conséquences des familles dehors. INACCEPTABLE !



**Trop forts !** Quand le syndicat SUD-ARS dénonce les incohérences de la politique de l'UMP et les dérives nauséabondes du gouvernement Sarkozy, des administrateurs de l'ARS disent ne plus supporter nos écrits à ce propos et, de ce fait, ne pas avoir envie de communiquer avec les responsables et les éluEs SUD-ARS. Mais quand l'hebdomadaire "Le Canard enchaîné" (10 novembre 2010), sur le même sujet, dénonce les "budgets à la diète", les promesses délirantes de "ce blagueur de Sarkozy" sur le "Zéro SDF" (faite en décembre 2006 – NB : le PS et Jospin avaient raconté la même ânerie en mars 2002) et des "bonimenteurs de l'UMP", en ironisant aussi sur le sort des pauvres toujours plus nombreux sous l'ère Sarkozy qui pourront donc au moins se réchauffer entre eux et en citant no-

## Le DAHO

**Pas** Etienne, non non, juste le Droit à l'hébergement opposable. Ce dispositif prévu par la loi DALO est un droit pour tous les usagers. Pour faire simple, quand une personne, quelle qu'elle soit, fait une demande d'hébergement qui n'est pas satisfaite, elle est en droit de faire un recours DAHO. La préfecture a alors six semaines pour lui apporter une réponse. C'est donc une autre façon de mettre la pression sur les pouvoirs publics, de faire remonter les besoins et surtout de mettre l'État face à ses contradictions.

Sur le Pôle urgence, plutôt que de dire aux familles : "Nous ne pouvons pas vous proposer d'hébergement, veuillez quitter les lieux, s'il vous plait", nous pourrions leur dire la même chose, tout en les informant de ce droit et en leur proposant de remplir le dossier avec eux (le formulaire est téléchargeable sur le site de la préfecture). N'est-ce pas le fondement du travail social ? Le délégué du personnel SUD-ARS du pôle d'urgence en a fait la demande officielle auprès du directeur, afin que cela soit une position institutionnelle.

Mais ... question subsidiaire : qui siègent à la commission DALO de Meurthe-et-Moselle ? Réponse : selon nos informations, Pascal HOULNE et Jean-Marie SCHLERET, entre autres. On prend les mêmes et on recommence !

## Notion de militantisme à l'UMP

**ARS,** ta maison brûle ! Les sans-papiers sont dans la place et coûtent très cher. Trop selon le financeur. Plus un kopeck pour l'accueil de ces gens-là. Le directeur de cabinet de Monsieur le préfet nous l'a clairement fait comprendre, en liant le problème de la baisse des budgets d'urgence avec celui des demandeurs d'asile et des déboutés. Il est là le problème de l'urgence, tapis dans les hôtels et les résidences sociales. Attention ! Le débouté nuit gravement à la santé de l'ARS.

Mais pas d'inquiétude, l'État va s'en charger et prendre le problème à bras le corps. Il est grand temps de débouter les Sarrasins hors de nos frontières. Avec ce coup de baguette magique sécuritaire (qui fera également plaisir à l'électorat frontiste qui avait cru aux promesses du candidat Sarkozy), les difficultés liées à l'urgence seront réglées en deux temps, trois mouvements, selon le représentant de l'État. Une évidence arithmétique ! Mais dans les faits, tout se complique et chacun se refile la patate chaude, en espérant au passage ne pas se brûler. Et à ce jeu là, nos administrateurs UMP ne sont pas en reste. Leur proposition tient en deux mots : "régularisation massive" (enfin tout est relatif, rassurez-vous). Charge aux services concernés (SADA et SAS) de mettre en place les modalités de cette procédure de grande envergure. Pour une association non-militante, ça dépasse l'entendement et questionne. Là encore, rassurez-vous, nos chers administrateurs ne sont pas passés de l'autre côté du miroir. Le but non avoué n'est qu'une opération, où chacun tente de sauver les meubles en se refilant le bébé, l'eau du bain et accessoirement la responsabilité d'une telle situation. Moralité : entre une politique gouvernementale dont l'une des priorités se chiffre à 25.000 reconduites à la frontière et les demandes de régularisations d'une centaine d'individus "embolisant" un dispositif d'accueil d'urgence, nos administrateurs ont choisi : la schizophrénie !

minativement l'ARS et son président Jean-Marie Schléret, la direction générale, les cadres et les administrateurs se refilent vite fait l'article. Mais là, c'est un média sérieux, alors on ne médit donc pas. De plus, le 9 novembre, lors d'un reportage sur la situation de l'ARS, France 3 (organe de presse pas franchement révolutionnaire), présentait Valérie Lévy-Jurin, comme la "Présidente UMP du comité exécutif de l'ARS". UMP, ont-ils jugé bon de préciser. Plus personne n'est dupe de ses petits arrangements financiers entre sarkozystes. Bidouillages discrets qui se font évidemment aux dépens des autres associations de réinsertion sociale qui n'ont pas la chance d'avoir des administrateurs UMP. On fait une bourse d'échanges ?